



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 Chalon-sur-Saône Cedex

Le 06 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LELEDY COMPOST SAS

Ferme de la Soyée
71380 Allériot

Références : CP/MV/2023/C_177
Code AIOT : 0025000008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement LELEDY COMPOST SAS implanté Ferme de la Soyée 71380 Allériot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 26/09/2023 avait pour objectif le suivi des non-conformités relevées lors de la dernière inspection réalisée en 2022 et non soldés, en particulier la construction des casiers aérés d'entreposage des déchets verts dans un contexte où des nuisances odorantes ont été signalées au printemps et durant l'été.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LELEDY COMPOST SAS
- Ferme de la Soyée 71380 Allériot
- Code AIOT : 0025000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS LELEDY COMPOST exploite, à Allériot une installation de compostage soumise à autorisation environnementale visée à la rubrique 2780-3 « Installations de compostage de déchets non

dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des odeurs
- confinement du site
- défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Odeurs - Généralités	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 3.1.5.1	/	Sans objet
4	Entretien des réseaux de collecte des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 4.3.3	/	Sans objet
6	Odeurs - Conditions générales de rejets et contrôles	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 3.2.2 et 9.2.1.1	/	Sans objet
9	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 7.2.2	/	Sans objet
10	Confinement du site	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 7.4.1	/	Sans objet
11	identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 4.4.1 et 4.4.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volume de stockage de compost à maturation	Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 2.1	/	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique - Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 3.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Odeurs - Valeurs limites d'odeurs	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 3.2.3	/	Sans objet
7	Odeurs - Prévention des nuisances	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 8.1.8	/	Sans objet
8	Epandage - Canalisation de transport	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 5.2.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 26 septembre 2023 a permis de constater une non-conformité relative à l'existence d'un exutoire de rejet non prévu par l'arrêté d'autorisation du 08 avril 2016 (eaux du circuit de brumisation). Il est notamment demandé à l'exploitant de caractériser cet effluent et d'examiner la possibilité de réutiliser ces eaux.

La construction des nouveaux casiers aérés d'entreposage des déchets verts a commencé en début d'été. Ces casiers aérés raccordés à des biofiltres ont vocation à réduire les émissions odorantes générées par les déchets verts aujourd'hui stockés à l'extérieur sans dispositif de traitement des odeurs.

L'exploitant a indiqué que l'étude de génie civil a dû être actualisée en début de chantier suite à un problème de portance du sol. Le chantier a repris début août. Le jour de l'inspection une grosse partie du gros œuvre était achevée. Les dallages restaient à faire avant mise en place de la partie process (aspiration, biofiltres). La réception de l'installation est prévue courant novembre. Le chantier étant bien avancé, il n'est pas proposé de sanction mais il est demandé à l'exploitant de tenir informée l'inspection du déroulement du chantier.

Par ailleurs, des demandes de complément et de justification lui sont adressées concernant l'utilisation d'un bassin d'irrigation comme réserve incendie et les modalités de confinement sur site des eaux d'extinction et des matières lors d'un incendie.

Enfin, il est demandé à l'exploitant d'actualiser le plan de surveillance des émissions atmosphériques des installations de compostages.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume de stockage de compost à maturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Capacité autorisée
Prescription contrôlée : Volume de stockage maximal de compost à maturation 50 000 m ³
Constats : Il a été constaté la présence de 2 andains de compost à maturation pour un volume d'environ 5 000 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.
Constats : Le système de brumisation a été choisi parmi les dispositifs associés à l'installation de traitement pour le contrôle vis-à-vis de cette prescription. Le logiciel de pilotage et de contrôle de l'installation de brumisation permet de visualiser plusieurs paramètres de fonctionnement mesurés en continu (débit des pompes, niveau des cuves d'additifs, fonctionnement des ventilateurs...). En cas de dépassement des valeurs de consignes, une alerte est générée. Il a été possible d'accéder au journal des alertes. Les alertes sont également reçues sur le smartphone du directeur et du responsable d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Odeurs - Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 3.1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux et entrepôts pouvant dégager des émissions d'odeurs sont confinés et ventilés. Les effluents gazeux canalisés dégageant des odeurs sont récupérés et acheminés vers des installations d'épuration avant rejets : <ul style="list-style-type: none">• les effluents collectés au niveau des 9 cellules du hall de fabrication sont traités avant rejet par un laveur de gaz et deux biofiltres,• les effluents collectés des 4 compodômes sont traités avant rejet par un laveur de gaz et deux biofiltres.• les effluents collectés au niveau des 4 casiers aérés de stockage des déchets verts sont traités avant rejet par 4 biofiltres.
Constats : Les effluents des compodomes et des cellules du bâtiment de fabrication sont traités avant rejet par un laveur de gaz et deux biofiltres. La construction des nouveaux casiers aérés de stockage des déchets verts a commencé en début d'été. L'exploitant a indiqué que l'étude de génie civil a dû être actualisée en début de chantier suite à un problème de portance du sol. Le chantier a repris début août. Le jour de l'inspection une grosse partie du gros œuvre était achevée. Les dallages restaient à faire avant mise en place de la partie process (aspiration, biofiltres). La réception de l'installation est prévue courant novembre. Le chantier étant bien avancé, il n'est pas proposé de sanction mais il est demandé à l'exploitant de tenir informer l'inspection du déroulement du chantier. Demande de compléments n° 1 : L'exploitant tiendra l'inspection des installations classées informée du déroulement du chantier (point mensuel).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien des réseaux de collecte des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 4.3.3 et 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : Les eaux de ruissellement de la plateforme (voiries, stockages extérieurs) sont collectées par des caniveaux périphériques à ciel ouvert en béton et dirigées vers le bassin de collecte. Leur examen a montré qu'ils étaient entretenus (absence de dépôt) et en état (contrôle statistique). Il a cependant été constaté qu'une portion de caniveau associé au bassin de décantation et situé

proche d'un stock de déchets verts était encombré par des déchets et de la végétation. L'exploitant a indiqué que des contrôles réguliers étaient réalisés mais ils ne sont pas tracés et ne font pas l'objet d'une consigne.

Demande de complément n° 2 : En application de l'article 2.1.1 (consignes) de l'arrêté d'autorisation du site, Il est demandé à l'exploitant de rédiger une consigne pour les contrôles de l'état des réseaux et de tracer ces contrôles.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Odeurs - Valeurs limites d'odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

L'installation respecte l'objectif de qualité de l'air suivant :

La concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la valeur de 5 uoE /m³ plus de 87 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 1 %.

Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de compostage ou de stabilisation biologique et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.

La mesure du débit d'odeur s'exprime en conditions normalisées pour l'olfactométrie, à savoir ramener à une température de 20 °C et une pression de 1 013 hPa. Elles sont réalisées selon les méthodes normalisées de référence fixées dans un avis publié au Journal Officiel.

Constats :

La dernière évaluation des concentrations d'odeur dans l'environnement réalisée par l'exploitant date d'octobre 2022 (Rapport OLENTICA 221117-2 du 17 novembre 2022). La méthode consiste à mesurer les débits d'odeur au niveau des sources d'émission puis de modéliser leur dispersion dans l'environnement. Les conclusions sont les suivantes :

Cette étude est destinée à vérifier la situation de la plate-forme de compostage de LELEDY COMPOST sur la commune d'Allériot. A ce terme il est possible de ressortir les points suivants : Le diagnostic du site révèle un débit en odeur global supérieur à 170 millions d'unités odeur par heure, comparable à la dernière étude. Par rapport à l'étude 2019, on note une constance des émissions des biofiltres qui représentent 60 % des émissions du site. Par rapport à l'étude 2019, on note une proportion des émissions plus importante du poste de la fermentation au détriment des déchets verts, situation correspondant davantage à la normale. Sur la base de l'arrêté réglementaire du 22 avril 2008, le site respecte le niveau maximum admissible aux premiers riverains.

L'examen de cette étude par l'inspection confirme la valeur de 5 uoE/m³ n'est pas dépassée plus de 175 heures par an au niveau des habitations les plus proches. La concentration d'odeur

dépassée plus de 175 heures par an au niveau des premières habitations est de 1 uoE/m³.
Les mesures à la source indiquent que le biofiltre 3 ne fonctionnait pas de façon optimum. Le contrôle n'a donc pas été effectué dans les conditions les plus favorables.

L'inspection précise que l'abaissement de fréquence de dépassement de 2% à 1% imposée par l'arrêté complémentaire du 14/10/2021 a été justifié par la mise en service d'une installation de méthanisation à proximité immédiate du site.

Au moment du contrôle, l'installation de méthanisation n'était pas en service. Ainsi, il peut être considéré que, pour ce contrôle, la valeur de 5 uoE /m³ ne doit pas être dépassée plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 % (valeur précédemment imposée).

La prochaine évaluation prévue en 2025 devra prendre en compte une fréquence de dépassement de 1%.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Odeurs - Conditions générales de rejets et contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 3.2.2 et 9.2.11

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Article 3.2.2

Les rejets mesurés sur chaque biofiltre de l'installation traitant les effluents du hall de fabrication, dans des conditions normalisées, contiennent moins de :

Paramètres	Valeurs limites			
	Débit maximal (m ³ /h)	Concentration (mg/Nm ³) *	Flux instantané (g/h)	Flux journalier (Kg/j)
NH3	24 900	10	249	5
H2S		1	24,9	0,5
Mercaptans		4	99,6	2

Les rejets mesurés sur chaque biofiltre de l'installation traitant les effluents des compodômes, dans des conditions normalisées, contiennent moins de :

Paramètres	Valeurs limites			
	Débit maximal (m ³ /h)	Concentration (mg/Nm ³) *	Flux instantané (g/h)	Flux journalier (Kg/j)
NH3	30 000	10	300	6
H2S		1	30	0,6
Mercaptans		4	120	2,4

[...]

Article 9.2.11

L'exploitant procède à des analyses de la composition des gaz captés dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en H2S et NH3. La fréquence de ces analyses est :

Paramètres	Fréquence
H2S	Trimestrielle
NH3	Trimestrielle
Mercaptans	Trimestrielle

Constats :

L'exploitant procède lui-même au contrôle de la qualité des gaz émis en sortie des biofiltres tous les 3 mois au moyen de tubes réactifs.

Un contrôle est réalisé annuellement par un laboratoire extérieur selon des méthodes normalisées ou des méthodes internes en l'absence de norme. LELEDY réalise un auto contrôle le même jour.

L'exploitant tient à jour un tableau de synthèse de l'ensemble des résultats. Il permet d'évaluer la fiabilité des contrôles internes par comparaison avec les valeurs mesurées par le prestataire extérieur.

L'examen des résultats amène les commentaires suivants :

- des dépassements notables de la valeur limite en NH3 ont été constatés en sortie des biofiltres 1 et 2 lors des auto-contrôles de mars 2022 et dans une moindre mesure lors du contrôle externe de juin 2022. Les résultats étaient conformes lors des campagnes de mesures qui ont suivi (auto-contrôle de fin juin 2022 notamment),
- les valeurs mesurées en auto-contrôle sont moins précises et ne sont pas toujours corrélées aux valeurs mesurées lors du contrôle externe (voir tableau ci-dessous),

Il apparaît que les auto-contrôles réalisés par l'exploitant sont suffisants pour détecter des dérives de l'efficacité des systèmes de traitement de l'air extrait des installations de compostage (laveur et biofiltres) mais ne le sont pas pour vérifier de la conformité aux valeurs limites imposées.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées rappelle que l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED prévoit une surveillance semestrielle pour les paramètres NH3 et H2S. Les contrôles actuels ne respectent donc pas cette obligation.

Aussi, il est demandé à l'exploitant d'adapter son programme de surveillance environnementale :

- en prévoyant un contrôle semestriel des rejets selon des méthodes normalisées ou reconnues (contrôle externe),
- en poursuivant ses auto-contrôles selon une fréquence au moins trimestrielle et adaptée pour s'assurer de la bonne marche des biofiltres conformément à l'article 3.1.1 de l'arrêté d'autorisation qui prévoit que l'exploitant doit mesurer périodiquement les paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement.

Demande de complément n° 3 : L'exploitant communiquera à l'inspection un programme de surveillance des rejets atmosphériques prenant en compte les remarques ci-dessus.

Relevés des derniers contrôles de la concentration en NH3 en sortie de Biofiltre réalisés par l'exploitant et l'organisme de contrôle. Résultats tous inférieurs à la valeur limite de 10 mg/Nm³ :

04/01/2023	LELEDY COMPOST	BIOFILTRE1	1,404 mg/m3
04/01/2023	LELEDY COMPOST	BIOFILTRE2	1,404 mg/m3

04/01/2023	APAVE	BIOFILTRE1	0,450 mg/m3
04/01/2023	APAVE	BIOFILTRE2	0,310 mg/m3
26/07/2023	LELEDY COMPOST	BIOFILTRE1	1,386 mg/m3
26/07/2023	LELEDY COMPOST	BIOFILTRE2	3,465 mg/m3
26/07/2023	APAVE	BIOFILTRE1	0,940 mg/m3
26/07/2023	APAVE	BIOFILTRE2	4,050 mg/m3
27/07/2023	LELEDY COMPOST	BIOFILTRE3	1,394 mg/m3
27/07/2023	LELEDY COMPOST	BIOFILTRE4	1,394 mg/m3
27/07/2023	APAVE	BIOFILTRE3	4,180 mg/m3
27/07/2023	APAVE	BIOFILTRE4	3,820 mg/m3
Type de suites proposées : Susceptible de suites			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 7 : Odeurs - Prévention des nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 8.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter les zones anaérobies, favorables à la production de composés odorants, dans le bassin de rétention des eaux résiduaires. Il procède notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à l'aération du bassin de rétention des eaux résiduaires par la mise en place d'un système en profondeur de manière à aérer la colonne d'eau et éviter les zones anaérobies, • à la vérification, tous les 2 ans, de la hauteur des boues au fond du bassin de rétention des eaux résiduaires, et en cas de dépôt supérieur à 20 cm, au curage complet.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'installation d'aération du bassin était en fonctionnement. Le contrôle de la hauteur de boues est réalisé annuellement par bathymétrie. Le dernier curage a eu lieu le 19/09/2023.</p> <p>Les boues sont réutilisées dans le process de compostage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Epandage - Canalisations de transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 5.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan du tracé de réseau enterré de transport d'effluents. Ce plan comporte les équipements disponibles et l'emplacement des bouches.
Constats : L'exploitant a remis le plan de la canalisation enterrée de transport des eaux de la lagune vers les parcelles du plan d'épandage. Les bouches de connexions aux enrouleurs y figurent. L'exploitant a indiqué s'assurer de l'étanchéité du réseau en le mettant en pression. En cas de fuite, la pompe se remettrait en marche.
Observations : Il est recommandé à l'exploitant de systématiser le contrôle d'absence de fuite sur ce réseau avant chaque épandage et de le tracer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ;• une lame minimale de 0,50 m d'eau maintenue dans le bassin de récupération des eaux résiduaires ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières et déchets stockées. En outre, l'exploitant s'assure de la mise à disposition d'un bassin situé à proximité du site accessible en toutes circonstances par les engins de lutte contre l'incendie. Un volume de 250 m ³ d'eau est maintenu en permanence dans le bassin. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant a présenté un jeu de plans des locaux où sont localisés les extincteurs.

Il a été constaté qu'il manquait le plan des compodomes. Par ailleurs, il serait judicieux de synthétiser ces informations sur un seul plan pour avoir une vision globale et en faciliter l'utilisation (ce qui ne dispense pas de conserver et pouvoir utiliser les plans à plus grande échelle).

L'exploitant a indiqué que la ressource en eaux pour la lutte contre l'incendie était assurée par le bassin d'irrigation agricole présent sur la parcelle voisine et non plus par le petit bassin situé avant l'entrée du site.

Le recours à une lame d'eau de 50 cm dans la lagune dépourvue de dispositif d'aspiration ne semble pas possible compte tenu des préconisations habituelles du SDIS (en cas d'absence de dispositif fixe d'aspiration, la crépine d'aspiration doit pouvoir être immergée d'au moins 30 cm et se situer au minimum à 50 cm du fond de l'eau).

La mise à disposition de ce bassin a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire du bassin et la société LELEDY signée le 01/12/2017. Par cette convention le propriétaire du bassin s'engage à mettre à disposition de la société LELEDY un volume d'eau de 250 m³ minimum en cas de sinistre. Il a cependant été constaté que le bassin n'était pas doté de prise d'eau ni d'aire d'aspiration contrairement aux normes en vigueur (voir DECI), qu'il était situé à plus de 100 m d'une bonne partie des stockages extérieurs de matières combustibles et des futurs casiers de stockage des déchets verts.

Par ailleurs, il est attendu que chaque nouveau point d'eau incendie public ou privé, fasse l'objet d'une visite de réception, avant ouverture, par le maître d'ouvrage ou l'installateur, avec rédaction d'une fiche de liaison à demander auprès du service réglementation industrielle du S.D.I.S. 71 à l'adresse prevision@sdis71.fr. A la réception de la fiche de liaison, le S.D.I.S. organisera une reconnaissance initiale, afin de valider la fonctionnalité du P.E.I. et à l'issue en fonction de sa conformité, le PEI sera numéroté et intégré à la cartographie opérationnelle du S.D.I.S.71.

L'exploitant a indiqué n'avoir pas connaissance de cette démarche qui n'a pas été menée.

Ainsi, ces constats amènent l'inspection à émettre des réserves sur la possibilité d'utiliser cette réserve d'eau en cas d'incendie.

Il est demandé à l'exploitant de prendre l'avis du SDIS sur la défense incendie du site (dimensionnement des besoins en eau, localisation des points d'eau incendie, suffisance des aménagements pour l'accessibilité et l'utilisation des points d'eau incendie) et de proposer les aménagements nécessaires afin que le SDIS dispose d'une ressource en eau correctement dimensionnée et utilisable en toute circonstance.

Demande de complément n° 4 : L'exploitant :

- **confirmera à l'inspection avoir sollicité l'avis du SDIS sur la défense incendie du site,**
- **communiquera à l'inspection les éventuelles recommandations du SDIS et le programme des travaux qui en découle.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelles
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés au bassin de récupération des eaux résiduares formant bassin de confinement. L'exploitant s'assure en permanence de la disponibilité d'un volume utile de 3 500 m ³ pour recueillir les eaux polluées d'un accident ou d'un incendie. Les eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée. Le bassin de récupération des eaux résiduares est étanche et/ou équipé de tout moyen permettant de s'assurer de son étanchéité. Les eaux polluées collectées lors d'un accident ou d'un incendie sont éliminées dans des installations autorisées ; elles peuvent être épandues lorsqu'elles respectent l'ensemble des dispositions du chapitre 5.2.
Constats : <u>Collecte des eaux d'incendie</u> Il a été constaté que la plateforme était munie de caniveaux périphériques (secteur ouest du site) et d'un réseau enterré (secteur est) raccordés au bassin de récupération des eaux résiduares situé à l'ouest du site. Les caniveaux et le réseau de collecte des eaux de ruissellement sont en capacité de récupérer la quasi-totalité des eaux polluées lors d'un incendie. Cependant, il a été constaté des traces d'écoulements d'eaux pluviales provenant d'une surface limitée localisée à proximité d'un accès de service ayant entraînés un peu de matière à l'extérieur du site. Il apparaît que les eaux d'incendie susceptibles de s'épandre sur ce secteur ne rejoindront pas le bassin de confinement prévu à cet effet. Demande de complément n° 5 : L'exploitant indiquera à l'inspection les mesures qu'il envisage pour contenir ces eaux sur le site et les diriger vers le bassin de confinement. <u>Volume de confinement</u> L'exploitant a indiqué ne pas être en mesure de s'assurer de la disponibilité du volume utile de 3 500 m ³ requis, qu'il devait refaire le calcul et mettre en place un repère dans le bassin. Demande de complément n° 6 : L'exploitant adressera à l'inspection les documents justifiant de la disponibilité permanente d'un volume utile de 3500 m³ dans le bassin et confirmera avoir mis en place un repère permettant de le vérifier. <u>Étanchéité du bassin de récupération des eaux résiduares et d'incendie</u> L'exploitant a installé, au nord du bassin, un piézomètre de contrôle dans lequel il effectue périodiquement un prélèvement et une mesure de niveau en vue de s'assurer de l'absence de fuite

dans le bassin. Il a précisé également que du fait de la position du bassin en surplomb par rapport au fossé bordant le site dans ce secteur, le contrôle de l'absence d'écoulement permanent dans le fossé attestait de l'absence de fuite du bassin. Cependant, le contrôle des fossés n'est pas prévu par consigne et n'est pas tracé.

En l'absence de plans, de coupes et d'informations sur la nature des terrains constituant le bassin et des matériaux encaissants, il est difficile d'établir la fiabilité du dispositif de contrôle de l'étanchéité du bassin décrit pas l'exploitant.

Demande de complément n° 7 : L'exploitant adressera à l'inspection les documents justifiant que les moyens de contrôle qu'il a mis en œuvre permettent de s'assurer de l'étanchéité du bassin de confinement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 4.4.1 et 4.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents liquides

Prescription contrôlée : Article 4.4.1

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- 1 - les eaux pluviales de toitures et de chaussées (EP1 - EP2 - EP3)
- 2 - les eaux résiduaires : les eaux des aires de compostage, les eaux de l'aire de lavage, les eaux émanant des biofiltres (EU)
- 3 - la solution de déconcentration issus des laveurs de gaz (EC)
- 4 - les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux de lavabos et douches (ED) [...]

Article 4.4.5

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	EP1
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture et de chaussée en entrée de site
Exutoire du rejet	Collecteur d'eau pluviale vers ancien bassin d'incendie
Milieu naturel récepteur	Fossé extérieur situé à l'Est après décantation

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	EP2
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture
Exutoire du rejet	Collecteur d'eau pluviale
Milieu naturel récepteur	Fossé extérieur situé à l'Ouest

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	EP3
---	------------

Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement avant rejet Milieu récepteur	Eaux pluviales de chaussée Collecteur d'eau pluviale Décanteur - dégrilleur Bassin de récupération des eaux résiduaires puis épandage prévu au chapitre 5.2
---	---

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	EU - ED
Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement avant rejet Milieu récepteur	Eaux résiduaires polluées - eaux domestiques Collecteurs d'eaux usées Dégrillage - Les eaux issues de l'aire de lavage font l'objet d'une décantation préalable Bassin de récupération des eaux résiduaires puis épandage prévu au chapitre 5.2

[...]

Constats :

Non conformité n° 1 : Lors de l'inspection, un point de rejet non prévus par l'arrêté 08 avril 2016 a été identifié à l'angle sud ouest du site.

L'exutoire de ce rejet est un fossé qui longe le site. Aucun écoulement n'a été constaté au point de rejet ni dans le fossé. D'après l'exploitant, il s'agit de l'exutoire d'un réseau de drains situés le long des filets de protection qui récupère les eaux du circuit de brumisation purgé régulièrement pour nettoyage (décolmatage).

Demande de complément n° 8 : Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection :

- la caractérisation de cet effluent (origine de cet effluent, sa composition, la fréquence du rejet, les quantités rejetées...).
- la justification du rejet.

Notamment, il devra indiquer les raisons qui empêchent la réutilisation des eaux récupérées lors de la vidange du circuit de brumisation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet